

Délégation : Espagne

Commission : Conseil des Ministres de l'Environnement et de l'Eco-innovation

Problématique : Entre santé et durabilité : "Comment assurer une transition écologique stable et efficace par le biais du secteur des transports ?"

Honorable présidence, chers délégués,

La délégation espagnole est ravie de participer à l'EUROmad et souhaite de riches discussions entre les différentes délégations.

La transition écologique **par le secteur des transports permettant une écologie stable et efficace** est un sujet très important pour la délégation espagnole.

Aujourd'hui les pays de l'Union européenne ont réalisé qu'ils doivent réagir face au réchauffement climatique. L'Espagne ayant rejoint la CEE, prémière de l'Union Européenne, en 1986, elle est directement concernée par la réponse que l'Europe doit donner face au réchauffement climatique.

Pour mieux apprécier les enjeux de la problématique du point de vue espagnol, il est intéressant de rappeler la situation géographique, sociale et économique espagnole. L'Espagne est située dans le sud-ouest de l'Europe. L'Espagne est non seulement frontalier de deux pays mais aussi de l'océan Atlantique et de la mer Méditerranée et dispose donc d'un accès maritime important. Son relief géographique avec ses chaînes de montagnes, comme les Pyrénées ou le détroit de Gibraltar, ont parfois été causes de divisions dans le pays. Au centre des 505 990 km² du territoire se trouve Madrid, avec la plus forte concentration de pouvoir politique et économique du pays. Selon la Banque mondiale, en 2019, la population de l'Espagne était estimée à environ 46,94 millions d'habitants et le produit économique brut à environ 1393 milliards de dollars. Quant à son gouvernement actuel, le chef d'Etat est le roi Felipe VI et le président du gouvernement espagnol Pedro Sanchez. Le pays continue à se relever suite aux dures mesures économiques de Franco, à la crise de 2009 et, dernièrement, à la crise du Covid-19.

La lutte contre le réchauffement climatique passe par de nombreux moyens notamment par le secteur de transports. L'émission de gaz polluants participe activement au réchauffement climatique mais produit aussi des particules fines (307 000 décès prématurés en 2019 dans l'Union Européenne, selon l'Agence Européenne de l'environnement). Ce sont donc deux bonnes raisons pour lutter contre les émissions polluantes du secteur des transports. L'une des difficultés de la transition écologique dans ce secteur est l'absence d'alternative fiable et pérenne pour remplacer les énergies fossiles.

Pour l'Espagne particulièrement, le réchauffement climatique est une priorité. En effet, le climat espagnol est déjà sec (méditerranéen et même semi-aride en région de Murcia). Jusqu'à alors, cela n'a pas empêché l'Espagne de posséder un secteur agricole important (51 708 millions de produits agricoles exportés en 2020 selon la Commission Européenne). Mais ce secteur est menacé par des sécheresses de plus en plus fortes et nombreuses (En février 2022, les réservoirs d'eau espagnols n'étaient qu'à 44 pourcents de leurs capacités, chiffre le plus bas depuis cinq ans selon le ministère de l'agriculture espagnole).

L'Espagne est bien évidemment favorable à une politique globale de lutte contre le réchauffement climatique y compris dans le secteur des transports notamment par l'électrification progressive du parc de véhicule thermique. D'ici 2027, les véhicules électriques seront plus abordables que les véhicules à moteur à combustion interne. Si l'on considère les émissions des véhicules sur toute leur durée de vie, les véhicules électriques finissent par être nettement plus respectueux de l'environnement que les moteurs à combustion interne. L'objectif est une baisse de 36,43 millions de tonnes des émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2020, et de 11,5 milliards

Commenté [U1]: Bonjour, J'ai surtout effectué des modifications sur la présentation en aérant les paragraphes et sur les formules de politesses.

Commenté [U2]: Je ne sais pas si il faut vraiment mettre ça. C'est toi qui choisit.

d'euros des dépenses énergétiques. L'économie la plus importante, de 28,06 millions de tonnes de CO₂, concernent le transport ferroviaire. Cette loi annonce l'utilisation de trains plus efficaces avec le remplacement de la consommation de diesel par l'électricité, une meilleure exploitation de l'énergie générée par les freins des trains, et l'adoption d'une conduite économique.

C'est dans ce cadre que l'utilisation de transport en commun pour les déplacements est aussi un point important de la stratégie écologique espagnole. Aujourd'hui, le transport routier est responsable d'environ 25 % des émissions de GES en Espagne. Sur ces 25 %, les autobus ne génèrent que 0,42 % des émissions totales de CO₂ et, avec 68 grammes d'émissions de CO₂/passager/km, ils sont le deuxième mode de transport motorisé le moins polluant après le train. Le secteur du transport maritime est aussi étudié : depuis décembre 2017, l'Espagne a signé la déclaration Tony de Brum qui vise un transport maritime décarboné d'ici 2050. Elle est aussi présente dans le programme Interreg MED qui travaille au développement d'un croissance respectueuse de l'environnement ainsi que dans l'accord de Paris de 2017.

Ainsi, l'Espagne a mise en œuvre différentes mesures concrètes dans la lutte contre le réchauffement climatique notamment des mesures concernant le secteur des transports. De cette manière, une loi sur le changement climatique et la transition énergétique ont été signés le 21 mai 2021. Elle prévoit notamment une réduction de 23 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990), l'interdiction de vendre de nouveaux véhicules à moteur à combustion interne à partir de 2040, l'extension des zones à faibles émissions et l'augmentation du nombre de stations de recharge de véhicules électriques. Il convient de souligner que trois des quatre objectifs poursuivis par la loi ont été rehaussés par les députés. En avril 2021, le gouvernement espagnol a annoncé investir 13,2 milliards d'euros pour l'électrification des véhicules. Dans de nombreux centres urbains, le gouvernement espagnol a mis en place des zones à faibles émissions dans lesquelles des véhicules à combustion fossile ne seront plus autorisés à moyen terme et des zones zéro émissions où les véhicules thermiques sont interdits bien que ce type de zone soit temporaire. Des vélos électriques y d'ailleurs aussi mis à disposition.

En conclusion, pour l'Espagne, le réchauffement climatique est une priorité contre laquelle il faut lutter par tous les moyens notamment via le secteur des transports. C'est pour cela que l'Espagne soutient le développement des véhicules électriques, l'utilisation de transports en commun et la mise en place de zones à émissions faibles et nuls. D'autre part, l'important façade maritime espagnol et son placement stratégique dans le commerce mondiale (déroit de Gibraltar) ont poussés l'Espagne à prendre des mesures dans le milieu du transport maritime.

Notre pays attend beaucoup des débats au sein du Conseil des Ministres de l'Environnement et l'Eco-innovation afin de faire évoluer la situation écologique.

Merci de votre écoute.